

Appel à communications

Journée d'études inaugurale de l'Association française d'études sur Israël, en partenariat avec le Centre de recherches internationales de Sciences Po (CERI)

« Israël contemporain : enjeux et grands débats »

Le 22 avril 2020 de 9h30 à 19h00

CERI-Sciences Po – 56, rue Jacob, Paris 6^{ème} – Grande salle de conférences

Argumentaire

Cette journée d'étude inaugurale se propose, tout d'abord, de dresser un état des lieux des enjeux et grands débats qui traversent la société et l'Etat israéliens aujourd'hui. Cet état des lieux et le choix des thèmes retenus pour en traiter, forcément non exhaustifs compte tenu du format, auront cependant vocation à s'étoffer d'année en année. Cette journée souhaite ensuite faire le bilan des recherches en cours, en France et dans le monde francophone, sur ce pays dont l'analyse scientifique est d'autant plus nécessaire qu'il est au cœur des grandes mutations que connaît le Proche-Orient et qu'il suscite, y compris hors de ses frontières, de nombreux fantasmes tant positifs que négatifs. A cet effet, cette journée fera dialoguer des chercheurs-esse-s des différentes disciplines des sciences sociales et humaines – anthropologie, sociologie, sciences politiques, géographie, histoire, architecture, littérature, cinéma, etc. – travaillant sur la société israélienne et ses transformations. Cette première rencontre se veut également un lieu d'échanges et de partage de connaissances sur les travaux actuels pour les étudiant-e-s qui s'intéressent à des sujets portant sur Israël, afin de les soutenir ou de les guider dans leurs recherches. Enfin, cette journée vise à rendre visibles et à contribuer à structurer les recherches sur Israël afin de les constituer, en France, comme champ identifié.

En effet, si les études sur le monde arabe et musulman dans les universités françaises sont riches et abondantes, celles concernant la société et l'Etat israéliens font, par comparaison, pâle figure. Elles sont relativement peu nombreuses et peu valorisées, au contraire, notamment de l'espace universitaire anglophone où les « études israéliennes » constituent un champ reconnu (en particulier grâce aux revues dédiées telles que *Israel Studies* et *Israel Studies Review*). Par ailleurs, les recherches qui, en France, traitent effectivement de cet espace se focalisent le plus souvent sur le conflit israélo-palestinien et sur les conséquences de l'occupation, depuis 1967 par Israël, des Territoires palestiniens. Or, s'il est évidemment nécessaire de décrire et d'analyser ces questions, centrales pour la compréhension de la région, il importe également d'étudier les transformations d'une société israélienne puissamment diverse, voire fragmentée, notamment en ce qui concerne ces enjeux politiques et sociaux.

C'est dans ce sens que l'Association française d'études sur Israël (l'AFEIL), organise une journée d'études inaugurale le 22 avril 2020 pour permettre la rencontre et le débat scientifique entre chercheurs-esse-s inscrit-e-s dans différents domaines disciplinaires, s'intéressant tou-te-s à Israël et à l'espace israélo-palestinien. Le thème retenu pour cette première édition est volontairement large. Il se déclinera autour des cinq axes thématiques suivants :

Axe 1 : Religion, État et société

Cet axe propose de se pencher sur les relations complexes qui existent, en Israël, entre religion(s), structures étatiques et société. Celles-ci peuvent, *a minima* être interrogées par deux biais : 1) celui de l'omniprésence, toujours mouvante, de la religion, de ses pluralités et des religieux-ses dans la société israélienne et 2) celui des relations et frontières, floues et changeantes, entre Etat et religion. En effet, s'il n'y a pas, en Israël, de religion d'Etat, le statut personnel et le droit de la famille restent régis par les tribunaux religieux dans certains domaines, tels le mariage ou le divorce.

1) On pourra s'interroger sur les effets du pluralisme religieux, aujourd'hui, en Israël, sur le poids respectif des religieux et des laïcs dans le pays, sur le sens même du terme de « laïcité » en Israël, sur les conséquences de la forte poussée démographique des ultra-orthodoxes et des sionistes religieux, sur le rôle que tiennent ces derniers au sein de l'Etat et de l'armée ou encore sur les effets de l'entrée des femmes orthodoxes et ultra-orthodoxes sur le marché du travail. Au fond, la société israélienne est-elle devenue plus ou moins religieuse, plus uniformément ou plus diversement religieuse ? 2) Cela pourrait également conduire à revenir sur le débat qui oppose les partisans d'un « Etat juif et démocratique » à ceux d'un « Etat de tous ses citoyens » ; d'un côté ceux qui prônent un Etat où sionisme et majorité juive doivent primer les normes démocratiques, de l'autre ceux qui tentent de « normaliser » Israël pour le rapprocher des démocraties occidentales. A ce titre, la récente loi sur « l'Etat-nation du peuple juif » montre combien ces questions sont d'actualité dans un Etat qualifié, par certains, de « juif et démocratique », par d'autres de « démocratie ethnique » (Smooha, 1990) ou encore « d'ethnocratie » (Yiftachel, 2004).

Axe 2 : Migrations et minorités : la gestion de la diversité en Israël

Cet axe se propose de réfléchir à la diversité de la population israélienne eu égard à la géohistoire du pays. Plusieurs questions pourront être abordées dans ce sens : 1) celles liées aux populations arabes et/ou musulmanes (Palestinien-ne-s d'Israël, Druzes, Tcherkesses), à l'évolution de leur statut, droits et place dans la société israélienne 2) celles liées aux migrations juives qui ont jalonné l'histoire d'Israël et largement contribué à structurer le pays du point de vue social, politique, économique et urbain. Les communications concernant les vagues d'immigrant-e-s juifs et juives (*olim/olot*) venant des pays du Maghreb et du Moyen-Orient, de l'Union soviétique ou de l'ex-Union soviétique, de l'Inde, de l'Ethiopie ou des pays occidentaux, tels les récent-e-s *olim/olot* français-e-s, seront, en particulier, les bienvenues 3) De la même manière, des travaux portant sur les migrant-e-s de travail des années 1990 venu-e-s d'Afrique et d'Asie notamment ou sur les demandeurs d'asile subsahariens des années 2000 contribueront également à faire comprendre les dynamiques à la fois d'exclusion mais aussi d'inclusion dans la société israélienne, que ce soit du point de vue des migrant-e-s, de la population locale ou des autorités 4) Parallèlement, des communications sont attendues sur les revendications de plus en plus importantes qui se font entendre au sein des minorités sexuelles (LGBTQI+) pour l'obtention de droits culturels et sociaux auxquelles s'ajoutent les revendications des femmes et l'importance des questions de genre, que ce soit en politique, dans le domaine religieux (féminismes juif et musulman) ou dans la récente campagne « *gam ani* » (*MeToo*). Les personnes avec des handicaps tentent aussi de faire entendre leur voix, comme de récentes manifestations l'attestent. La manière dont la société et l'Etat israéliens, souvent considérés comme homogènes et uniformes, gèrent cette diversité sera l'un des points sur lequel cet axe souhaite se pencher.

Axe 3 : Histoire juive et Shoah : quel impact sur la société israélienne ?

Nous proposons de réfléchir, dans cet axe, aux incidences de l'histoire juive et, en particulier, de l'histoire de la Shoah sur la société israélienne. Le parcours historique des Juifs en Europe et dans le monde au cours des XIX^{ème} et XX^{ème} siècles ont éminemment contribué à façonner la construction de l'Etat et les spécificités de l'identité israélienne. Il a servi de ciment national ; le procès Eichman ayant, par exemple, constitué un événement majeur de l'histoire du pays. Dans le même temps, la Shoah et sa lecture par le jeune Etat d'Israël ont structuré les relations sociales et économiques, voire spatiales, entre les migrant-e-s arrivé-e-s dans le pays en différentes vagues à partir de 1948. Certains travaux montrent d'ailleurs que, loin de s'être résorbées, les discriminations de certains groupes, notamment les *Mizrahim* (« orientaux »), au sein de la société israélienne se perpétuent, accentuant leur rejet, voire leur exclusion, de certains pans du récit national ; la question du récit national elle-même pouvant être ici interrogée. Mais si la Shoah constitue un marqueur des représentations d'Israël à l'intérieur de cet espace, elle les structure également à l'extérieur de ses frontières. Le travail de mémoire, le rapport entretenu avec la notion de traumatisme de toute une population en Israël influent également sur le rapport d'Israël avec le reste du monde, créant par exemple une proximité inédite avec des Etats ou des groupes ayant traversé des épisodes historiques proches. Quelle place tient donc aujourd'hui l'histoire juive récente et celle de la Shoah en Israël ? La Shoah y tient-elle une place excessive ou, au contraire, cette dernière se résorbe-t-elle avec le temps pour en arriver au « droit à l'oubli » que suggérait, par exemple, Y. Elkana ? Comment le travail de mémoire a-t-il évolué au fil des décennies et comment l'enseignement de la Shoah et de l'histoire juive en Israël s'est-il progressivement transformé ? Enfin, comment la question de la Shoah impacte-t-elle la politique sécuritaire du pays ?

Axe 4 : Ville et architecture : la fabrique du territoire

Cet axe souhaite traiter des questions liées à la ville et à l'architecture pour comprendre le rôle de ces dernières dans la fabrique du territoire et la gestion de ses frontières. La question de la production de la ville, au sens d'Henri Lefebvre (1974) et de la dimension politique de l'architecture (comme facteur d'innovation, mais aussi comme médium matériel et symbolique d'appropriation et de structuration de l'espace) pourra être posée, de même que l'on pourra s'interroger sur les effets de la mondialisation et de la volonté de hisser certaines villes au rang de villes mondiales/globales. Le souhait politique de faire de Tel-Aviv une « Global City » au tournant des années 2000 n'aura, on le sait, pas été sans effet sur sa population. En témoigne le « mouvement des tentes » de 2011 pour le « droit à la ville » et « plus de justice sociale ». On pourra également s'interroger sur le rôle et la fabrique des espaces religieux / du religieux dans des villes-mondes comme Jérusalem, Haïfa et à une autre échelle, Tibériade. Quel est le rôle de ces mobilités religieuses, inter et transnationales, du tourisme religieux et des pèlerinages, dans la « production » matérielle et symbolique de ces villes et comment contribuent-elles aussi à inscrire le pays dans des réseaux et une scène internationale ? Plus largement, quels sont les actrices et acteurs de la fabrique du territoire aujourd'hui et quelle place y occupent, depuis la création d'Israël, voire avant 1948, « la ville », « l'urbain » et « l'architecture » ? La création de nouvelles villes – telles que les villes de développement –, le choix de leur implantation et la délimitation de leurs tissus urbains rejoignent le questionnement sur les frontières, les circulations et la division du territoire, englobant aussi la délicate question des frontières du pays, de l'occupation ou de l'annexion de certains territoires et des rapports à la terre, l'identité et la nation. On pourra également, dans ce même registre, s'interroger sur les relations entre urbanité et ruralité, sur les collectivités agricoles (*kibboutzim* et *moshavim*), aux nouvelles

« communautés » fondées sur l'agriculture bio ou encore sur l'émergence de *kibboutzim* urbains.

Axe 5 : Table ronde : « Enquêter en Israël : quels enjeux méthodologiques ? »

Nous accueillons également des propositions de communication portant sur les enjeux méthodologiques de la recherche en et sur Israël. Dans un contexte marqué par l'exacerbation de certains antagonismes, quelles difficultés peuvent se poser aux chercheur-se-s dans la collecte, l'analyse et la diffusion des données de terrain en et sur Israël ? Comment gérer, par ailleurs, la double injonction souvent adressée aux universitaires travaillant sur ce pays, tour à tour sommé-e-s de donner des gages de « neutralité axiologique » (d'autant plus importants que leur objet est jugé politiquement sensible) et invité-e-s à se prononcer publiquement sur un certain nombre d'enjeux le concernant ? Enfin, dans un champ universitaire marqué par la division entre études palestiniennes, d'une part, et études sur Israël, d'autre part, comment travailler sur des objets, des acteurs ou des questions se situant précisément à la jonction des deux espaces, aux contours et frontières à la fois floues et mouvantes et/ou questionnant des dynamiques touchant de fait les deux sociétés. Les chercheur-se-s sont ainsi invité-e-s à venir échanger sur la complexité de la recherche en et sur Israël, que ce soit du point de vue politique, social ou religieux, en tenant compte aussi de la position de l'enquêteur-riche, des modalités et des conditions de l'enquête, des particularités du terrain israélien et des questions de restitution de la recherche, et d'usages ou de mésusages de leurs travaux scientifiques.

Vos propositions de communications (résumé de 2 pages maximum au format Word accompagné d'une courte biographie de 10 lignes), inscrites dans l'un de ces 5 axes, sont à envoyer à asso.afeil@gmail.com d'ici le **15 février 2020**. Les résumés seront évalués par le comité scientifique composé de :

Lisa Anteby-Yemini, CNRS, IDEMEC, Aix-Marseille Université

Samy Cohen, CERI / Sciences Po Paris

Alain Dieckhoff, CNRS, CERI/Sciences Po Paris

Karine Lamarche, CNRS, CENS, Université de Nantes

Caroline Rozenholc, ENSA Paris-Val de Seine, LAVUE

Anne-Sophie Sebban-Bécache, IFG, Paris VIII Vincennes/Saint-Denis, AJC Paris

Notification des communications sélectionnées : **1^{er} mars 2020**.